

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1912.

Proposition de loi modifiant divers articles de la loi du 16 août 1887
relative au paiement des salaires.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le but de notre proposition de loi est de supprimer les économats patronaux et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers ou employés des denrées ou marchandises de quelque nature que ce soit.

Dans des conditions déterminées, certains établissements industriels seraient autorisés à vendre à leur personnel des boissons hygiéniques, à prix de revient. Il en serait de même pour les produits fabriqués directement par l'établissement ou travaillent les salariés.

En exceptant ces cas très spéciaux, les entreprises industrielles ne pourraient plus désormais s'intéresser directement ni indirectement à des magasins alimentaires où se fournissent leurs ouvriers et employés. Il serait absolument interdit aux patrons de payer leurs ouvriers en marchandises. Les employeurs ne pourraient plus porter de marchandises en compte à l'ouvrier ni à l'employé.

C'était d'ailleurs la pensée dominante du gouvernement lors du dépôt, le 28 janvier 1887, de son projet de loi sur la réglementation du paiement des salaires aux ouvriers.

L'exposé des motifs présenté par le M. le Chevalier de Moreau, disait textuellement :

« ... il ne paraît guère contestable que le payement des salaires en marchandises, sous quelque forme qu'il soit imposé à l'ouvrier, constitue en lui-même un abus grave et fécond en conséquences fâcheuses pour les intérêts moraux et matériels de l'ouvrier. »

« Le patron agit ici en maître et le marchand dicte ses conditions.

» Comment l'ouvrier pourra-t-il contrôler la valeur exacte des fournitures et quelle confiance lui inspirera un tarif qu'il est obligé de subir.

« Il semble donc qu'il n'y a pas lieu d'apporter au principe nouveau aucun tempérament et si plus tard l'expérience démontre l'utilité de » certaines exceptions, elles devraient être entourées des plus sérieuses » garanties. »

Pour consacrer la thèse si juste de l'exposé des motifs, l'article 2 du projet initial portait les interdictions suivantes : « Il ne peut être fait d'avance sur les salaires qu'en cas de chômage ou de maladie de l'ouvrier.

« Le maître ne peut porter de marchandises en compte à l'ouvrier. »

Ce texte, inspiré par l'enquête du travail de 1886 et par le rapport de M. Morisseaux, était net, catégorique. Malheureusement, la section centrale et les Chambres législatives ont apporté des changements considérables au projet initial.

Sous prétexte que certains patrons étaient bien intentionnés, le projet devenu loi permettait des dérogations des plus dangereuses aux principes qui avaient guidé les rédacteurs de la proposition.

L'article 2 fut complètement remanié. Et un nouvel article 3 vint annihiler en très grande partie l'article 1^{er} qui proclame que « Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal. » Tous paiemens effectués sous une autre forme sont nuls et nonavenus », dit encore l'article 1^{er}, mais l'article 3 déclare que « la Députation permanente peut autoriser les patrons à fournir à leur ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires, les denrées, les vêtements, les combustibles. »

On sait déjà que les magasins alimentaires patronaux, dans la pratique, en sont arrivés à étendre considérablement le mot denrées. Certaines députations permanentes avaient mis comme conditions d'autorisation, l'interdiction de la vente des objets de luxe. En principe cela paraissait excellent. Mais dans la réalité, comment déterminer si une boule de savon fin est un objet de luxe ou un objet de consommation courante.

Et les vêtements ? où commence le costume de luxe ? De nombreux abus ont été constatés partout où les députations permanentes ont autorisé les chefs d'entreprises industrielles à conserver les économats attachés à leurs établissements.

QU'EST-CE QU'UN ÉCONOMAT PATRONAL ?

Au cours des débats qui ont précédé l'adoption par les Chambres législatives françaises de la loi du 25 mars 1910, supprimant les économats, plusieurs définitions ont été données. Nous en retenons trois qui se complètent parfaitement.

M. Zévaès, rapporteur du projet devant la Chambre des députés, définissait l'écomat patronal de la façon suivante :

« Un magasin annexé à une entreprise, industrielle ou de transport, placé sous sa dépendance, fournissant à crédit aux ouvriers et employés de cette entreprise les objets, marchandises et denrées nécessaires à leur entretien et s'en assurant le paiement à l'aide de retenues sur le salaire ».

M. René Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale considérait surtout comme économats « les magasins de vente créés et administrés par les employeurs à l'usage de leurs ouvriers et employés. »

M. Guillaume Poulle, rapporteur du projet de loi devant le Sénat français, adoptait la formule suivante qui lui paraissait plus juridique et plus conforme à la réalité des faits :

« L'économat est le magasin créé et administré par l'employeur où il vend
» directement ou indirectement à ses ouvriers ou employés des denrées et
» marchandises de quelque nature que ce soit. »

LA PRATIQUE CONSTANTE DES ÉCONOMATS

Ainsi définit, la question se précise. Immédiatement les multiples inconvénients de ces établissements patronaux surgissent à l'esprit.

Déjà l'exposé des motifs de la loi du 16 août 1887 prévoyait le danger en s'exprimant comme suit :

« Les ouvriers, dominés par la crainte de perdre leur gagne-pain sous la menace perpétuelle d'un renvoi de l'atelier ou de l'usine n'oseront ni se plaindre ni contester. L'abus d'autorité a précisément pour résultat de priver celui qui en est victime de l'exercice des droits que la loi a voulu lui assurer. »

En tolérant l'existence d'économats les abus étaient certains, parce qu'ils sont inhérents à cet organisme.

On ne peut, disait au Sénat français le rapporteur de la loi, demander aux hommes d'être toujours des héros : « lorsqu'un industriel ou un commerçant crée un économat, il est humain qu'il cherche à le rendre prospère. Et l'économat ne peut être prospère, il ne peut faire de bénéfices, hélas ! qu'au détriment de l'ouvrier. C'est ce qui est donc arrivé pour les économats. »

Notre regretté collègue M. Alfred Smeets a signalé en 1909, les abus criants du magasin alimentaire du Val-St-Lambert. Des ouvriers ne touchant pas un centime le jour de la quinzaine ; des ménagères pour se faire un peu d'argent liquide obligées de revendre à vil prix ce qu'elles ont acheté avec des bons de l'usine à l'économat.

Des journalistes du *Peuple* et du *Vooruit*, MM. Jules Lekeu, Ferdinand Hardyns, Auguste Dewinne, Eugène Rousseau, Félix Paulsen ont signalé les mêmes situations pour la Flandre et le Hainaut. M. Furnemont s'est fait l'écho à la Chambre de plaintes identiques en ce qui concerne la province de Namur ; notamment à Herbatte, les abus sont nombreux.

De mon côté j'ai fait une enquête personnelle. Partout au fond, c'est la même chose : Pour les ouvriers obligation avouée ou non de se fournir à l'économat, absence ou difficultés insurmontables pour les travailleurs de contrôler les prix des fournitures, la qualité ou le poids des marchandises.

Un ouvrier de Retinne (province de Liège) m'écrivit une longue lettre sur l'économat du Charbonnage du Hazard dont je cite seulement le passage suivant :

« Certains employés du charbonnage exercent une grande pression sur les

ouvriers pour les amener au magasin de la Houillère. Ils ont comme vous savez pour cela beaucoup de moyens à leur disposition.

Au fond, ce que les patrons voudraient surtout c'est de voir crouler la société coopérative et tous les commerçants de la commune et des environs qui ont fait crédit aux ouvriers pendant la grève de 1906 et 1907. »

Une ménagère d'Herbeumont (province de Luxembourg) m'écrit à la place de son frère empêché :

« La firme Pierlot possède un soi-disant économat : les patrons sont maîtres absolus ; ils dirigent les magasins par l'intermédiaire d'un fonctionnaire.

Avantages : aucun, même prix que partout ailleurs.

Inconvénients : la liberté de l'ouvrier fortement atteinte pour ne pas dire annihilée. Tous les mardis le gérant fait une tournée dans la carrière, pour demander à tous les ouvriers la qualité et la quantité de marchandises dont ils ont besoin.

Le commissionnaire avec son baudet les conduit à domicile. Les meilleurs acheteurs sont toujours préférés. L'ouvrier n'est donc point libre et la ménagère reçoit ses marchandises sans les avoir vues.

Pour le paiement on retient le montant de la fourniture au bureau. Le reste seul est remis en argent.

Les Pierlot avaient monopolisé le commerce dans la région. N'ayant pas de concurrents, c'est vous dire s'ils se gênaient quant à la qualité et au prix de la marchandise. Ils ont de ce chef considérablement arrondi leur fortune.

L'esprit d'indépendance s'est un peu développé, mais encore aujourd'hui l'économat fait un tort considérable aux commerçants de la région des ardoisières. »

Toutes les lettres que j'ai reçues sont dans la même note et reproduisent les mêmes griefs. L'une d'elles ajoute que dans le Hainaut, des véritables corsaires de la pauvreté rachètent les bœufs à 10 p. c. en moins que leur valeur et rafflent de ce chef des sommes allant jusqu'à 30 francs par jour. N'est-ce point abominable !

LES ÉCONOMATS SONT CONDAMNÉS.

Des hommes appartenant à toutes les classes de la société et des hommes de tous les partis ont condamné les économats patronaux.

Dès 1902, le journal *Le Patriote* de Bruxelles, faisait comme suit le procès à ces institutions patronales :

« Les ouvriers n'aiment pas les économats ; ils ont à leur disposition, comme tous les Belges, l'association, en l'espèce la coopérative : pourquoi s'obstiner à maintenir un malentendu de plus entre le patron et ses ouvriers ?

» Pourquoi ne savent-ils aucun gré au patron de cette fourniture de denrées ?

» Parce que, selon l'enquête de 1886, ils n'admettent guère qu'il soit désintéressé.

» Je pense aussi que le sentiment d'indépendance y est pour quelque

chose. Le patron prend déjà trop de place dans la vie de l'ouvrier, parce qu'il est l'employeur de toutes ses journées. Le magasin alimentaire, c'est encore le patron, mêlé cette fois à la vie privée, la seule chose qui restait intacte.

« Quand je consomme du sucre, du beurre, du café, le patron le sait, le calcule : il contrôle ainsi mon intérieur : si je demande une augmentation de salaire, il se fera apporter le menu détail de mes dépenses, et me priera de réformer mon intérieur. »

Et *Le Patriote* ajoutait mélancoliquement :

« Ainsi raisonne-t-on dans les agglomérations ouvrières.

» Fournir des marchandises au lieu de salaire, c'est déshabituer l'ouvrier de faire un effort vers l'épargne, ainsi lui enlever une occasion d'affermir son caractère. Cela n'empêchera du reste aucun ivrogne de boire. »

Les philosophes, les juristes, les économistes, les hommes d'œuvres, sont d'accord pour condamner les économats.

M. Hubert Brice, dans un ouvrage sur les institutions patronales, écrit :

« Il est d'ailleurs également reconnu que la femme de l'ouvrier achète plus facilement avec le système de la vente à crédit, que si elle devait payer comptant et il n'est pas prouvé que cette manque d'imprévoyance ouvrière n'est pas exploitée par certains patrons. »

Au Conseil supérieur du travail de France, M. Martelin donnait une note identique.

M. Jules Simon disait, devant le même Conseil, en 1891 :

« Nous ne pouvons pas empêcher les ouvriers de nourrir quelque suspicion contre les économats, même quand ils sont bien gérés, et c'est là un inconvénient assez sérieux ; nous pensons aussi que les patrons qui n'ont pas d'arrière-pensée commerciale, qui ne veulent que le bien-être des ouvriers, encourageront la création de sociétés coopératives que nous préférons aux économats. »

Faisant rapport sur le groupe de l'économie sociale à l'Exposition de Paris, en 1889, M. Léon Say n'hésitait pas à dire que « les économats ne forment qu'une étape, où l'on s'arrête avant la forme définitive, à laquelle il faut tendre et qui paraît devoir être la société coopérative de consommation. »

M. Paul Leroy-Beaulieu s'exprime ainsi :

« Les Economats tendent à devenir suspects aux ouvriers. Mieux vaut constituer des sociétés coopératives gérées par les ouvriers ou leurs représentants directs. »

M. Cauvès, professeur de droit à la faculté de Paris, dit que « l'ouvrier a soif d'indépendance. Il y a un sentiment général de défiance de l'ouvrier contre le patronage : il ne croit pas à la générosité désintéressée du patron. Cette défiance n'est pas sans quelque fondement. On sait quels abus a engendrés l'une des meilleures combinaisons patronales, celle des *Economats*. »

L'AVIS DE LA PETITE BOURGEOISIE

Non seulement les économistes, les philosophes, les jurisconsultes, les hommes d'œuvres, mais encore les Chambres de Commerce, et les associations de Défense de la Petite Bourgeoisie, ont élevé la voix contre les éconômats. Depuis douze ans, le journal *La Petite Bourgeoisie*, organe de la société « La Sauvegarde du Commerce et de la Petite Industrie, au Pays de Liège », mène une campagne pour la révision de l'article 3 de la loi de 1887, sur le paiement des salaires.

D'une enquête faite avec minutie et à la demande de M. le Ministre du Travail, par la « Sauvegarde liégeoise des intérêts de petits bourgeois », nous croyons utile de citer divers extraits caractéristiques et concluants. Nous ne donnerons que les conclusions :

DEUXIÈME QUESTION.

Ces institutions ont-elles amené la suppression des magasins de détail, ou en ont-elles rendu l'existence difficile ?

RÉPONSE :

Les observations faites à Liège, à Seraing, à Micheroux, à Régissa, à Angleur démontrent péremptoirement que l'existence des éconômats a eu pour effet :

- 1° De supprimer partout des magasins de détail ;
- 2° Quelle a rendu difficile, sinon impossible, l'existence des boutiquiers. (D'anciens commerçants ont dû laisser à leur femme la conduite de leur commerce et reprendre rang dans la classe ouvrière.)
- 3° Que partout les éconômats ont empêché la création de nouveaux débits.

TROISIÈME QUESTION.

Les éconômats absorbant le salaire des ouvriers sont-ils préjudiciables aux négociants et en entravent-ils le trafic ?

RÉPONSE.

La retenue du salaire par les patrons cause un tort considérable au commerce de détail. Certains établissements retiennent la totalité du salaire. L'ouvrier n'a donc pas d'argent à sa disposition s'il doit payer son loyer, faire face à une dépense extraordinaire (mariage, naissance, décès), s'il désire se procurer des marchandises que le magasin ne tient pas ; il n'hésite pas à revendre même avec perte les marchandises qu'il a acquises du magasin, faisant ainsi au commerçant établi une concurrence désastreuse.

L'ouvrier toujours endetté est refractaire à toutes les tentatives de relèvement et d'émancipation ; il est perdu pour les œuvres d'épargne, de prévoyance et de mutualité.

Le négociant privé de sa clientèle ne peut donner d'extension à ses affaires; il végète misérablement. On ne voit plus, dans ses régions, les enfants succéder à leur parents dans l'exercice du commerce paternel.

Ceux qui le peuvent, abordent les carrières libérales; les autres vont grossir les rangs du prolétariat ou ils apportent leurs regrets et leur rancune.

4^e QUESTION.

La substitution des sociétés coopératives aux économats supprimés n'enlèverait-elle pas presque tout intérêt à une mesure législative qui viserait la suppression des économats?

RÉPONSE :

On constate que malgré la puissance et la prospérité des coopératives au pays de Liège, le petit commerce, dans certaines localités parvient en somme à se maintenir. *Quant à l'éconamat, sa puissance de concurrence est autrement redoutable.*

Il y a d'abord, à ce fait, des raisons psychologiques. Une enquête minutieuse nous a permis de constater que l'ouvrier à tort où à raison, se croit obligé de s'alimenter au magasin alimentaire de son patron.

Les agissements du petit personnel ne sont pas sans avoir contribué à créer cette mentalité. L'ouvrier se fortifie encore dans cette conviction quand il voit que le magasin alimentaire de son patron ne se contente pas de fournir de marchandises le personnel de l'établissement, mais qu'il recherche encore la clientèle étrangère à l'usine et ne néglige pas l'extension des affaires commerciales; *d'autre part, le voulait-il même, s'approvisionner ailleurs, l'ouvrier ne pourrait pas, rivé qu'il est par le crédit au magasin alimentaire.*

Il ne dispose pas d'argent, il n'a pas d'économie, son salaire est gaspillé puisqu'il arrive à revendre à bas prix les marchandises qu'il a prises au magasin.

Il n'ose se retirer du magasin, il craint les enquêtes du petit personnel, ses excès de zèle, il redoute les suspicions, les commentaires, les reproches même qu'elles pourraient susciter. Nous posons en fait que les clients des économats se prononceraient formellement pour leur suppression si une consultation sérieuse était organisée avec pleine liberté et complète garantie de discrétion.

L'éconamat possède dans la lutte économique un avantage énorme sur le petit commerce. Il jouit de la faculté de retenir le paiement de ses fournitures à charge d'imputation sur les salaires. On ne lutte pas contre lui à armes égales.

Nous avons établi par des faits indiscutables, et qui du reste peuvent aisément se contrôler, que la suppression des économats, alors même que ceux-ci

seraient tous remplacés par des coopératives, — éventualité peu probable, — aurait, au point de vue des classes moyennes, une influence décisive.

*
* * *

Les conclusions de la petite bourgeoisie liégeoise ont été appuyées dans des congrès à Anvers, Namur, Saint-Trond, Liège, etc. Des associations professionnelles de voyageurs de commerce ont émis des vœux analogues.

Les organisations syndicales des travailleurs se sont pourvues contre ces institutions patronales : les économats ont souvent provoqué des grèves toujours pénibles.

D'autre part, les patrons qui ne possèdent pas d'économats ne s'opposent certes pas à une mesure qui les replacerait sur un terrain d'égalité avec la grande industrie.

L'intérêt des classes moyennes se rencontre donc ici avec les intérêts de la classe ouvrière. C'est une raison de plus en faveur de l'adoption immédiate de notre proposition.

L'enquête faite en 1911 par le Gouvernement a révélé qu'il existait encore en Belgique 52 économats. Un certain nombre ne fournissent à leur personnel qu'une denrée ou deux.

D'autres font un chiffre d'affaires assez restreint, mais demain, ils peuvent prendre plus d'extension.

D'autre part, certains économats ont un chiffre de vente considérable et ont accaparé le commerce à cinq lieux à la ronde. Il faut donc agir vite et radicalement.

Notre époque ne peut plus admettre la moindre entrave à la liberté du contrat de travail. L'écomomat, en faisant du producteur un débiteur du patron, le livre à la merci de l'employeur.

En même temps qu'il contrôle la production, le patronat contrôle la vie intime du salarié puisqu'il en arrive à connaître par là-même les objets consommés dans le foyer de l'ouvrier.

C'est en quelque sorte le rétablissement du servage. Ce régime n'a que trop duré. Il est temps d'en finir.

LÉON TROCLET.



PROPOSITION DE LOI

modifiant divers articles de la loi du 16 août 1887 relative au paiement des salaires.

ARTICLE PREMIER.

Les deux premiers alinéas de l'article 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

Art. 3. — Il est interdit à tout employeur :

1^o D'annexer à son établissement un économat ou tout autre magasin similaire où il vende directement ou indirectement à ses ouvriers ou employés ou à leurs familles des denrées ou marchandises de quelque nature que ce soit ;

2^o D'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui.

Dans les usines à zinc et autres établissements dangereux, les chefs d'entreprises peuvent être autorisés par la députation permanente à fournir les boissons hygiéniques nécessaires à la conservation de la santé de l'ouvrier à condition que ces fournitures soient faites au prix de revient.

La députation permanente peut également autoriser les employeurs à vendre à prix de revient à leurs ouvriers et employés les produits extraits ou fabriqués directement par l'établissement où ils travaillent.

La députation permanente déter-

WETSVOORSTEL

tot wijziging van verschillende artikelen der wet van 16 Augustus 1887 betreffende de betaling van het loon.

EERSTE ARTIKEL.

De eerste twee alinea's van artikel 3 worden vervangen door de volgende alinea's :

Art. 3. — Het is aan iederen werkgever verboden :

1^o Aan zijne inrichting toe te voegen een econoomat of eenig ander soortgelijk magazijn waar hij rechtstreeks of onrechtstreeks aan zijne werklieden of bedienden of aan hunne familiën levensmiddelen of waren, van welken aard ook, verkoopt ;

2^o Aan zijne werklieden of bedienden de verplichting op te leggen, geheel hun loon of een gedeelte daarvan te verteren in de door hem aangewezen magazijnen.

In de zinkfabrieken en in andere gevaarlijke inrichtingen, mogen de hoofden van nijverheid door de Bestendige Deputatie worden gemachtigd de voor het behoud van de gezondheid der werklieden vereischte heilzame dranken te leveren, mits deze leveringen worden gedaan tegen inkoopprijs.

De Bestendige Deputatie kan insgelijks de werkgevers machtigen, tegen inkoopprijs, aan hunne werklieden en bedienden te verkoopen de voortbrengselen der inrichting waar dezen arbeiden, die voortbrengselen zijnde extracten of aldaar rechtstreeks vervaardigde voorwerpen.

De Bestendige Deputatie bepaalt

mine les autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée.

ART. 2.

Un quatrième alinéa, ainsi conçu, est ajouté à l'article 10 :

Toute infraction à l'article 3 ci-dessus sera passible d'une amende de cent francs à deux mille francs qui pourra être portée à cinq mille francs en cas de récidive.

ART. 3.

L'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

Art. 13. — Tout économat ou tout magasin y assimilé sera supprimé dans un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

de overige voorwaarden gesteld tot het verkrijgen der machtiging.

ART. 2.

Aan artikel 10 wordt een vierde lid toegevoegd, luidende :

Elke overtreding van bovenstaand artikel 3 wordt gestraft met eene boete van honderd tot twee duizend frank ; ingeval van herhaling, kan deze boete worden gebracht tot op vijf duizend frank.

ART. 3.

Artikel 13 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 13. — Elk econoomaat of elk ermède gelijkgesteld magazijn wordt afgeschaft binnen een termijn van twee jaren, te rekenen van de afkondiging van deze wet.

LÉON TROCLÉT.

J. DEJARDIN.

LOUIS PIRARD.

EUGÈNE BERLOZ.

F. CAVROT.

J. MANSART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 APRIL 1912.

Wetsvoorstel tot wijziging van verschillende artikelen der wet van 16 Augustus 1887 op de betaling van het werkloon.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ons wetsvoorstel strekt tot afschaffing van de patronale verkoophuizen en om de werkgevers te verbieden recht- of onrechtstreeks levenswaren of goederen van welken aard ook te verkoopen aan hunne werklieden of bedienden.

Onder bepaalde omstandigheden, zouden zekere nijverheidsgestichten gemachtigd zijn aan hun personeel gezonde dranken te verkoopen tegen inkoopsprijs, alsmede de voortbrengselen, rechtstreeks vervaardigd door de fabriek waar zij hun loon verdienen.

Behalve in deze gansch bijzondere gevallen, zouden nijverheidsondernemingen voortaan rechtstreeks noch onrechtstreeks deelgenoot mogen zijn in winkels voor voedingswaren waar hare werklieden of beambten koopen.

Aan de patrons zou het volstrekt verboden zijn hunne werklieden te betalen met koopwaren. De werkgevers zouden den arbeider of den beambte geene waren meer in rekening mogen brengen.

Dit was overigens de hoofdgedachte van de Regeering, toen zij op 28 Januari 1887 haar ontwerp van wet houdende regeling van het arbeidsloon indiende.

In de memorie van toelichting, opgesteld door de heer Ridder de Moreau, stond letterlijk :

« ... het schijnt onbetwistbaar, dat de betaling van loon in goederen, onder welken vorm ook den werkman opgedrongen, op zichzelf een erg misbruik is, met allerlei nadeelige gevolgen voor het zedelijk en stoffelijk belang van den werkman. »

« Hier handelt de patroon als meester en dringt de verkooper zijne voorwaarden op.

» Hoe kan de werkman de juiste waarde van de leveringen nagaan, welk vertrouwen kan hij hechten aan een hem opgedrongen tarief?

» Het schijnt dus, dat er geen reden bestaat om het nieuw beginsel eenigszins te verzachten, mocht later uit de ondervinding blijken dat het nuttig

is zekere uitzonderingen te maken, dan behoorden zij gepaard te gaan met de meest ernstige waarborgen. »

Om deze zoo juiste stelling van de memorie van toelichting te bekrachtigen, bevatte artikel 2 van het eerste ontwerp de volgende bepalingen : « Op het werkloon mag enkel voorschot worden gedaan ingeval van werkloosheid of ziekte van den werkman. »

« De meester mag den werkman geene waren in rekening brengen. »

Deze tekst, ingegeven door het onderzoek naar den arbeid en het verslag van den heer Morisseaux, was duidelijk en afdoende. Ongelukkig werden door de middenafdeeling en de Kamers aanzienlijke wijzigingen gebracht in het eerste ontwerp.

Onder voorwendsel van het goed inzicht van sommige patroons, veroorloofde het tot wet gemaakt ontwerp uiterst gevaarlijke afwijkingen van de beginselen die de voorstellers tot leidraad hadden gediend.

Artikel 2 werd volkomen omgewerkt. Een nieuw artikel 3 ontzenuwde grootendeels het eerste artikel, waarin staat : « Het werkloon moet worden betaald in klinkende munt of papieren geld hebbende wettelijken koers. Elke betaling onder een anderen vorm is nul en van geener waarde, » zegt verder het eerste artikel ; doch artikel 3 bepaalt, dat « de Bestendige deputatie de patroons kan machtigen aan hunne werklieden, als toerekening op het loon, eetwaren, kleederen, brandstof te leveren. »

Reeds weet men, dat het in de practijk de voedingsmagazijnen van de patroons is gelukt het woord « eetwaren » aanzienlijk uit te breiden. Sommige bestendige deputaties hadden als voorwaarde tot machtiging gesteld het verbod om voorwerpen van weelde te verkoopen. In beginsel scheen dit uitmuntend. Doch hoe kan men eigenlijk bepalen of een stuk fijne zeep een voorwerp van weelde of een gewoon verbruiksartikel is?

En kleederen? Waar begint de weelderige kleeding? Talrijke misbruiken werden waargenomen overal waar de bestendige deputatiën de hoofden van nijverheidsondernemingen machtigden verkoophuizen bij hare werkgeestichten te handhaven.

WAT IS EEN PATRONAAL VERKOOPHUIS?

Tijdens de beraadslagingen die in de Fransche wetgevende Kamers voorafgingen aan de wet van 25 Maart 1910, houdende afschaffing van de economaten, werden verschillende omschrijvingen gegeven. Wij halen er drie aan, die elkander volkomen aanvullen.

De heer Zevaes, verslaggever over het ontwerp ter Kamer van afgevaardigden, omschreef het patronaal verkoophuis als volgt :

« Een winkel, toegevoegd aan eene onderneming van nijverheid of van vervoer, van haar afhangend, die aan werklieden en bedienden van deze onderneming de voorwerpen, koopwaren en voedingsmiddelen levert welke zij noodig hebben voor hun onderhoud en zich daarvan de betaling verzekert door middel van korting op het loon. »

De heer René Viviani, Minister van Arbeid en van maatschappelijke

Voorzorg, beschouwde vooral als economaten « de verkoophuizen, opgericht en beheerd door werkgevers ten gebruike van hunne werklieden en bedienden. »

De heer Guillaume Poulle, verslaggever over het wetsontwerp in den Franschen Senaat, nam den volgende tekst aan, welke hem toescheen meer juridisch te zijn en meer overeenkomende met de werkelijkheid :

« Het economaat is een winkel, opgericht en beheerd door den werkgever,
» waar hij rechtstreeks of onrechtstreeks aan zijne werklieden of bedienden
» eetwaren of goederen verkoopt, van welken aard ook. »

De gewone handelwijze der economaten.

Aldus omschreven, wordt de zaak duidelijk. Onmiddellijk blijken de talrijke bezwaren, verbonden aan deze patronale instellingen.

De memorie van toelichting der wet van 16 Augustus 1887 voorzag reeds het gevaar, toen zij zich uitdrukte als volgt :

« De werklieden, beheerscht door de vrees hunne broodwinning te verbeuren onder bestendige bedreiging met wegzending uit de werkplaats of de fabriek, zullen niet durven klagen of betwisten. Het misbruik van gezag heeft juist tot gevolg dat hij, die er het slachtoffer van is, wordt beroofd van de uitoefening der rechten welke de wet bedoelde hem te verzekeren. »

Zoo men het bestaan van economaten duldde, waren misbruiken onvermijdelijk, vermits zij behooren tot het wezen van deze instelling.

Onmogelijk, zegde de verslaggever over de wet, in den Franschen Senaat, kan men eischen dat alle menschen steeds helden zouden zijn : « zoodra een nijveraaf of handelaar een economaat sticht, is het wenschelijk dat hij het bloeiend tracht te maken. En het economaat kan niet voorspoedig zijn, kan helaas! geene winst afwerpen, tenzij ten nadeele van den werkman. Dit geschiedde dus met de economaten. »

In 1909 wees ons betreurd medelid, de heer Alfred Smeets, op de schreeuwende misbruiken van het voedingsmagazijn van Val-Saint-Lambert. Sommige werklieden trokken geen cent bij de halfmaandelijksche betaling; sommige huisvrouwen, die wat geld in handen wilden hebben, waren gedwongen tegen een spotprijs te verkoopen wat zij hadden aangekocht in den winkel met de bons van de fabriek.

Opstellers van *Le Peuple* en *Vooruit*, de heeren Jules Leken, Ferdinand Hardyns, August Dewinne, Eugène Rousseau, Felix Paulser, wezen op denzelfden toestand in Vlaanderen en in Henegouw. Ter Kamer herhaalde de heer Furnémont dergelijke klachten voor de provincie Namen; te Herbatte, namelijk, bestaan er talrijke misbruiken.

Ik ook heb een onderzoek ingesteld. In den grond was het overal hetzelfde : de werklieden, men gaf het toe of wilde het niet erkennen, waren gedwongen te koopen in het economaat, het was hun onmogelijk of onoverkomelijk moeilijk den prijs van het geleverde, de hoedanigheid of het gewicht van de koopwaren na te gaan.

Een werkman van Retinne (Provincie Luik) schrijft mij een langen brief

over het economaat der kolenmijn Hazard. Ik haal daaruit enkel het volgende aan :

« Sommige bedienden van de kolenmijn oefenen groote drukking uit op de werklieden om ze naar den winkel der kolenmijn te lokken. Zooals gij weet, beschikken zij daartoe over vele middelen.

» Wat de patroons eigenlijk vooral betrachten, is het samenwerkend genootschap ten onder te brengen, benevens al de handelaars in de gemeente en de omstreken, die tijdens de werkstaking, in 1906 en 1907, aan de werklieden krediet hebben gegeven. »

Eene huisvrouw uit Hermont (Provincie Luxemburg) schrijft mij namens haren broeder, die verhinderd is :

« De firma Pierlot bezit een zoogezegd economaat : de patroons zijn er volstrekt meester; zij besturen de magazijnen door toedoen van een beamte.

» *Voordeelen* : geen enkel, zelfde prijs als overal elders.

» *Bezwaren* : de vrijheid van den werkman erg getroffen, zooniet gefnuikt. Elken Dinsdag doet de beheerder eene ronde in de steengroef, om aan de werklieden te vragen hoeveel en welke koopwaren zij noodig hebben.

» De boodschapper voert deze met zijn ezel ten huize. De beste koopers genieten steeds de voorkeur. De werkman is dus niet vrij en de huisvrouw ontvangt hare waren zonder ze te hebben gezien.

» Voor de betaling houdt men het bedrag af in het kantoor. Slechts het overschietende wordt in geld uitbetaald.

» De Pierlot's hadden alleenhandel in de streek verworven. Geene mededingers hebbende, hoefden zij niet nauw te zien op de hoedanigheid en den prijs der waren. Zodoende, hebben zij hun vermogen aanzienlijk vermeerderd.

» De onafhankelijkheidsgeest is een weinig vermeerderd, doch nu nog berokkent het economaat aanzienlijke schade aan de handelaars in de streek der leigraven. »

Al de door mij ontvangen brieven slaan denzelfden toon aan en herhalen dezelfde grieven. Een dezer voegt er aan toe, dat in Henegouw echte stroopers van arme lieden de bons opkopen tegen ten minste 10 t. h. onder de waarde en aldus sommen inpalmen, welke tot op 30 frank per dag beloopen. Is dat niet afschuwelijk !

DE WINKELDWANG IS VEROORDEELD.

Mannen uit alle klassen der samenleving en mannen uit alle partijen veroordeelden den winkeldwang.

Reeds in 1902 bestreed het Brusselsch dagblad *Le Patriote* deze door den werkgever opgerichte instellingen ; het schreef :

« De werklieden zijn wars van winkeldwang; zij hebben te hunner beschikking, evenals alle Belgen, de *vereeniging*, inzonderheid de *samenwerkende vennootschap* : waarom toch wil men halsstarrig een misverstand te meer tusschen den patroon en zijne werklieden in stand houden ?

» Waarom zijn zij den patroon niet dankbaar voor deze levering van eetwaren?

» Omdat, zooals blijkt uit het onderzoek in 1886, zij niet kunnen aannemen dat de patroon anders dan uit winstbejag handelt.

» Ook denk ik, dat de zucht naar onafhankelijkheid daaraan niet vreemd is. Door den patroon wordt reeds te veel plaats ingenomen, in het leven van den werkman, omdat hij al de dagen van den werkman bezigt. De winkel is nogmaals de patroon, die zich ditmaal in het privaat leven mengt, het eenige wat nog onaangeroerd bleef.

» Wanneer ik suiker, boter, koffie verbruik, weet dit de patroon, hij berekent het : zóó gaat hij mijn huiskring na ; vraag ik loonsverhooging, dan zal hij zich de omstandige opsomming van mijne uitgaven doen afleveren, en mij verzoeken de levenswijze van mijn gezin te veranderen. »

En *Le Patriote* voegde er droefgeestig aan toe :

« Aldus wordt geredeneerd in de arbeidersklasse.

» Door het leveren van koopwaren in stede van loon te betalen, ontnemt men den werkman elke poging tot spaarzaamheid, ontnemt men hem de gelegenheid zijn karakter te versterken. Dat zal, overigens, geen dronkaard het drinken beletten. »

De wijsgeeren, de rechtsgelcerden, de Staathuishoudkundigen, al wie zich met maatschappelijke werken bezighoudt, veroordeelt den winkeldwang.

De heer Hubert Brice schrijft het volgende in een werk over de instellingen opgericht door de patroons :

« Het is overigens ook bewezen, dat de vrouw van den werkman gemakkelijker inkoop doet wanneer de verkoop geschiedt op krediet dan wanneer zij kontant moet betalen; toch is het niet bewezen dat dit gebrek aan vooruitzicht vanwege de werklieden niet wordt uitgebuit door de patroons.»

Bij den Hoogerem Arbeidsraad in Frankrijk, drukte de heer Martelin zich uit in denzelfden zin.

De heer Jules Simon zegde in denzelfden Raad, in 1891 :

« Wij kunnen de werklieden niet beletten, den winkeldwang eenigszins te mistrouwen, zelfs wanneer de winkelniering goed wordt beheerd; dit is een tamelijk ernstig bezwaar; wij meenen ook dat de patroons die geen winst najagen, die enkel het welzijn van de werklieden beoogen, de inrichting zullen aanmoedigen van samenwerkende vennootschappen, welke wij boven winkeldwang verkiezen. »

Verslag doende over de groep der sociale economie, tijdens de Tentoonstelling te Parijs, in 1889, aarzelde de heer Leon Say niet te zeggen, dat « de winkeldwang slechts een overgangsmaatregel is, voorafgaande aan den definitieven vorm, dien men moet betrachten en die wel de samenwerkende verbruiksvennootschap schijnt te zijn ».

De heer Paul Leroy-Beaulieu drukte zich uit als volgt :

« De winkels van de patroons wekken wantrouwen bij het werkvolk. Het is verkieslijk, samenwerkende vennootschappen op te richten, beheerd door werklieden of door hunne rechtstreeksche vertegenwoordigers. »

Professor Cauvès, van de faculteit der rechten te Parijs, zegt dat « de werkman naar onafhankelijkheid dorst. Er bestaat een algemeen gevoel van wantrouwen bij den werkman tegen den patroon : de werkman gelooft niet aan de onbaatzuchtige mildheid van den patroon. Dit wantrouwen heeft wel eenigen grond ; men kent trouwens de misbruiken die zijn ontstaan uit een der beste instellingen, door de patroons opgericht : de fabriekswinkels. »

*
* *

WAT DE MIDDENSTAND ER OVER DENKT.

Niet alleen de Staatshuishoudkundigen, de wijsgeeren, de rechtsgeleerden en zij die aan maatschappelijke werken doen, maar ook de Kamers van Koophandel en de vereenigingen tot verdediging van den Middenstand traden tegen den winkeldwang op ; sedert twaalf jaar staat het dagblad *La Petite Bourgeoisie*, tolk van de maatschappij *La Sauvegarde du Commerce et la Petite Industrie, au pays de Liège*, in 't geweer ter herziening van artikel 5 der wet van 1887 op de betaling van het arbeidsloon.

Wij achten het nuttig eenige kenschetsende en afdoende uittreksels aan te halen uit een nauwgezet onderzoek, op aanvraag van den heer Minister van Arbeid ingesteld door *La Sauvegarde liégeoise des intérêts des petits bourgeois*. Wij deelen slechts de besluiten mede :

TWEDE VRAAG.

Hadden deze instellingen tot gevolg de verdwijning van de kleine winkels, of hebben zij dezer bestaan lastiger gemaakt ?

ANTWOORD.

Wat bevonden werd te Luik, Seraing, Micheroux, Régissa, Angleur, bewijst op afdoende wijze dat het bestaan van fabriekswinkels ten gevolge had :

1° Overal de kleine winkels te niet te doen ;

2° Het leven der winkeliers lastig, ja zelfs onmogelijk te maken.

(Winkeliers waren verplicht het beheer van hun bedrijf aan hunne vrouw over te laten en andermaal het werkmanspak aan te trekken.)

3° Winkeldwang heeft overal de oprichting van nieuwe winkels belet.

DERDE VRAAG.

Zijn de fabriekswinkels, die het loon van den werkman opsorpen, na-deelig voor den handel en belemmeren zij dezes omzet?

ANTWOORD.

De afhouding van het loon door de patroons is uiterst nadeelig voor den kleinhandel. In zekere nijverheidsinrichtingen wordt geheel het loon afgehouden ; de werkman beschikt dus over geen geld om zijne huishuur te

betalen, om eene buitengewone uitgaaf te dekken (bij huwelijk, geboorte, sterfgeval), om waren in te koopen die in den fabriekswinkel niet voorkomen; dan aarzelt hij niet de waren, die hij uit dien winkel kreeg, tegen verlies te verkoopen, en aldus doet hij de bestaande winkeliers, eene noodlottige concurrentie aan.

De werkman, die steeds onder schuld gebukt gaat, is wars van elke poging tot verheffing en ontvoogding; hij is een verloren man voor de spaar-, voorzorgs- en mutualiteitsinstellingen.

De winkelier, aan wien de klanten zijn ontnomen, kan zijne zaken niet uitbreiden; hij sukkelte ellendig voort. In die streken, ziet men niet meer dat de kinderen den handel der ouders voortzetten.

Zij die er gelegenheid toe hebben, verkiezen een vrij beroep; de overigen gaan tot het proletariaat waarin zij hun treurnis en wrok medebrengen.

VIERDE VRAAG.

Zou de vervanging van de verdwenen fabriekswinkels door samenwerkende vennootschappen niet bijne elk belang ontnemen aan eene wet die de afschaffing van winkeldwang zou voorschrijven?

ANTWOORD.

Men stelt vast dat, ondanks de macht en de welvaart van de coöperatieven in het land van Luik, de kleinhandel zich toch weet te handhaven in zekere gemeenten. *De concurrentie vanwege de fabriekswinkels is veel meer te duchten.*

Dit feit wordt, in de eerste plaats, verklaard door redenen van psychologischen aard. Door een nauwkeurig onderzoek konden wij vaststellen dat, terecht of ten onrechte, de werkman zich verplicht acht, te winkel te gaan bij zijn patroon.

De handelingen van het lager personeel droegen veel bij tot deze geestgesteldheid. In deze overtuiging wordt de werkman nog gesterkt, wanneer hij ziet dat de winkel van zijn patroon zich niet bepaalt bij het leveren van koopwaren aan het personeel der fabriek, doch ook de klandizie najaagt van personen buiten de fabriek en niet verzuimt zijne handelszaken uit te breiden; *anderdeels, al wilde hij zelfs, zou de werkman toch niet elders te winkel kunnen gaan, daar hij door het krediet is vastgeklonken aan den fabriekswinkel.*

Hij beschikt niet over geld, hij heeft geen spaarpenningen, hij verspilt zijn loon, vermits hij de waren, die hij zich in den fabriekswinkel heeft aangeschaft, tegen lagen prijs verkoopt.

Hij durft niet ophouden zijne inkoop te doen in den fabriekswinkel, hij vreest het onderzoek van het lager personeel, zijn overdreven ijver, hij ducht de verdenking, den praat, de verwijten waartoe die aanleiding zou kunnen geven. Wij houden het voor uitgemaakt, dat de klanten der fabriekswinkels de afschaffing daarvan stellig zouden eischen, mochten zij, in volle

vrijheid en mits volkomen verzekerde bescheidenheid, ernstig geraadpleegd worden.

Gedwongen winkelnering heeft in den economischen 'strijd een onmetelijk voordeel op den kleinhandel. Zij geniet het recht, de betaling van hare leveringen af te houden van het bedrag van het loon. Men strijdt er niet tegen met gelijke wapens.

Door onbetwistbare feiten, waarvan de echtheid overigens gemakkelijk kan nagegaan worden, hebben wij bewezen dat de verdwijning van de fabriekswinkels, al werden deze zelfs allen vervangen door coöperatieven — wat niet waarschijnlijk is —, een beslissenden invloed zou hebben ten aanzien van den middenstand.

De besluiten van den Luikschen Middenstand werden bekrachtigd op de Congressen te Antwerpen, Namen, Sint-Truiden, Luik, enz. Vakvereenigingen van handelsreizigers drukten gelijksoortige wenschen uit.

De vakvereenigingen der werklieden hebben zich tegen die fabriekswinkels verzet : niet zelden gaven deze aanleiding tot werkstakingen, welke steeds pijnlijke toestanden verwekken.

Anderzijds, zullen de patroons, die geen fabriekswinkels hebben, zich voorzeker niet verzetten tegen een maatregel welke hen op gelijken voet met de grootnijverheid zou stellen.

Het belang van den Middenstand strookt dus hier met het belang van de arbeidersklasse. Dit is eene reden te meer, opdat ons voorstel zonder verwijl worde aangenomen.

Uit het onderzoek, door de Regeering in 1911 ingesteld, bleek dat er in België nog 52 economaten zijn. Sommige dezer leveren slechts een of twee koopwaren aan hun personeel. Voor de andere is de omzet tamelijk beperkt, doch zij kunnen in de toekomst meer uitbreiding nemen.

Anderdeels, maken zekere fabriekswinkels zulke groote zaken, dat zij den handel van vijf uren in 't rond tot zich hebben getrokken. Men moet dus met spoed en kracht te werk gaan.

Onze tijd kan niet den minsten hinderpaal tegen de vrijheid van de arbeidsovereenkomst meer dulden. De gedwongen winkelnering, die van den werkman als verbruiker een schuldenaar maakt van den patroon, levert hem geheel en al aan de willekeur van den werkgever.

Terwijl de patroon de voortbrenging van den loontrekker nagaat, gaat hij ook zijn huiselijk leven na, want hij weet aldus wat in zijn huishouden wordt verbruikt.

't Is, als het ware, de herinrichting van de lijfeigenschap. Dit stelsel heeft lang genoeg geduurd ; het is hoog tijd dat het worde afgeschaft.

LÉON TROCLET.



PROPOSITION DE LOI

modifiant divers articles de la loi du 16 août 1887 relative au paiement des salaires.

ARTICLE PREMIER.

Les deux premiers alinéas de l'article 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

Art. 3. — Il est interdit à tout employeur :

1^o D'annexer à son établissement un économat ou tout autre magasin similaire où il vende directement ou indirectement à ses ouvriers ou employés ou à leurs familles des denrées ou marchandises de quelque nature que ce soit;

2^o D'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui.

Dans les usines à zinc et autres établissements dangereux, les chefs d'entreprises peuvent être autorisés par la députation permanente à fournir les boissons hygiéniques nécessaires à la conservation de la santé de l'ouvrier à condition que ces fournitures soient faites au prix de revient.

La députation permanente peut également autoriser les employeurs à vendre à prix de revient à leurs ouvriers et employés les produits extraits ou fabriqués directement par l'établissement où ils travaillent.

La députation permanente déter-

WETSVOORSTEL

tot wijziging van verschillende artikelen der wet van 16 Augustus 1887 betreffende de betaling van het loon.

EERSTE ARTIKEL.

De eerste twee alinea's van artikel 3 worden vervangen door de volgende alinea's :

Art. 3. — Het is aan iederen werkgever verboden :

1^o Aan zijne inrichting toe te voegen een economaat of eenig ander soortgelijk magazijn waar hij rechtstreeks of onrechtstreeks aan zijne werklieden of bedienden of aan hunne familiën levensmiddelen of waren, van welken aard ook, verkoopt;

2^o Aan zijne werklieden of bedienden de verplichting op te leggen, geheel hun loon of een gedeelte daarvan te verteren in de door hem aangewezen magazijnen.

In de zinkfabrieken en in andere gevaarlijke inrichtingen, mogen de hoofden van nijverheid door de Bestendige Deputatie worden gemachtigd de voor het behoud van de gezondheid der werklieden vereischte heilzame dranken te leveren, mits deze leveringen worden gedaan tegen inkoopprijs.

De Bestendige Deputatie kan insgelijks de werkgevers machtigen, tegen inkoopprijs, aan hunne werklieden en bedienden te verkoopen de voortbrengselen der inrichting waar dezen arbeiden, die voortbrengselen zijnde extracten of aldaar rechtstreeks vervaardigde voorwerpen.

De Bestendige Deputatie bepaalt

mine les autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée.

ART. 2.

Un quatrième alinéa, ainsi conçu, est ajouté à l'article 10 :

Toute infraction à l'article 3 ci-dessus sera passible d'une amende de cent francs à deux mille francs qui pourra être portée à cinq mille francs en cas de récidive.

ART. 3.

L'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

Art. 13. — Tout économat ou tout magasin y assimilé sera supprimé dans un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

de overige voorwaarden gesteld tot het verkrijgen der machtiging.

ART. 2.

Aan artikel 10 wordt een vierde lid toegevoegd, luidende :

Elke overtreding van bovenstaand artikel 3 wordt gestraft met eene boete van honderd tot twee duizend frank; ingeval van herhaling, kan deze boete worden gebracht tot op vijf duizend frank.

ART. 3.

Artikel 13 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 13. — Elk econoomaat of elk ermede gelijkgesteld magazijn wordt afgeschaft binnen een termijn van twee jaren, te rekenen van de afkondiging van deze wet.

LÉON TROCLET.

J. DEJARDIN.

LOUIS PIRARD.

EUGÈNE BERLOZ.

F. CAVROT.

J. MANSART.